

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

VENDREDI 14 MARS 1980 - No 51 (Nouvelle série)

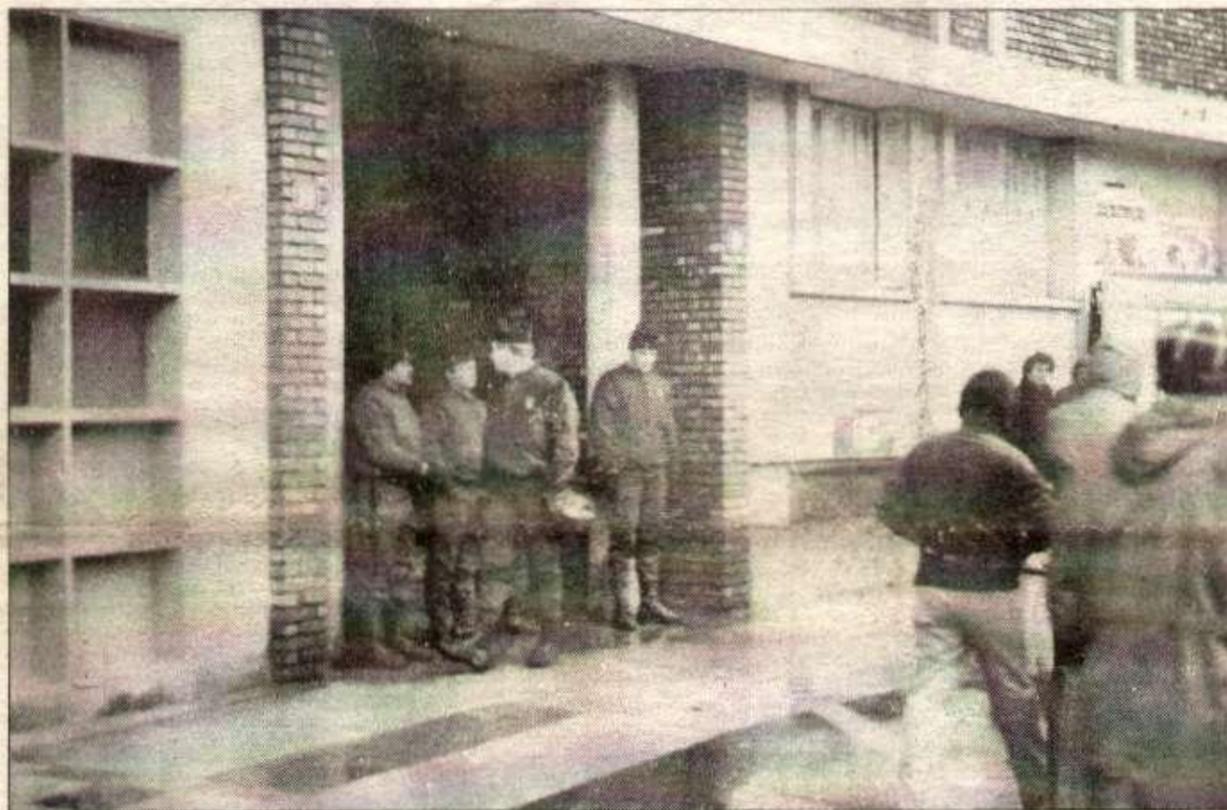
Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

ESCALADE CONTRE LE DROIT DE GREVE !

La grève des mécaniciens
de l'aviation civile déclarée illicite
par le tribunal de Créteil



Par la force, par les tribunaux, le pouvoir use de tous les moyens pour s'attaquer au droit de grève. Lire page 3

A 70 KILOMETRES DE KABOUL

Le poignard
traditionnel
est parfois
la seule arme
des moudjahidines

Suite du témoignage
d'Alain MINGAM

Lire page 8

Colonialisme français

Nouveau scandale électoral à la Réunion

Lire en page 3

Homécourt

En lutte depuis le 3
janvier pour leur emploi

Les travailleurs de la SOLPA repoussent les flics

Lire en page 5

Plogoff

Les 3 derniers jours de l'enquête

Lire en page 3

Radiographie d'un dossier bidon

Lire page 2

La nouvelle droite s'attaque aux anti-racistes

Lire en page 4

SNCF tarif voyageur : +9,4% à partir de lundi +23% en 13 mois !

Nouveau coup contre le pouvoir d'achat des travailleurs



Lire page 3

Plogoff : Radiographie d'un dossier bidon ! (1)

De notre correspondant

En pleine enquête d'utilité publique à Plogoff, enquête massivement boycottée par la population, des syndicalistes CFDT du CNEXO, organisme de recherche qui a travaillé pour les dossiers de la centrale, ont tenu à dénoncer les manipulations effectuées par EDF à partir de leurs travaux.

Nous donnons ici de larges extraits de leur conférence de presse.

Vous avez entendu parler des études scientifiques qui étaient menées sur les différents sites des centrales nucléaires. De quoi s'agit-il ? Il s'agit essentiellement d'études écologiques, qui concernent les animaux, les êtres vivants, l'homme y compris, son milieu, quelles sont les relations, les équilibres qui s'implantent. Ces études écologiques peuvent simplement décrire le milieu, d'un point de vue biologique par exemple, mais elles peuvent traiter de sujets beaucoup plus précis comme la radio-écologie, qui est l'écologie de la concentration et du transfert des éléments radio-actifs à travers la chaîne alimentaire. La chaîne alimentaire, c'est une structure qui comprend plusieurs types d'organismes, qui se succèdent les uns aux autres en se mangeant par exemple, et qui à chaque fois concentrent certains éléments.

LES ETUDES PHYSIQUES

A côté de ces études écologiques, nous avons aussi des études physiques qui étudient par exemple comment évoluent les courants au large des sites, ou devant les sites. Il faut noter que dans les problèmes qui ont été demandés aux scientifiques, on a parlé essentiellement, et cela apparaît dans les dossiers de l'enquête d'utilité publique, des effets de la température des centrales nucléaires. On ne parle pas, ou très peu, de la radio-écologie, on dit simplement qu'on fera quelques études deux ans avant que la centrale ne s'installe. On a à peine éfluré le problème du chlore, qui est un composé que l'on rajoute dans les circuits de la centrale pour éviter que des organismes s'y fixent.

LES PHENOMENES CYCLIQUES

Je vais vous préciser maintenant quels sont les problèmes de base qui se posent au niveau scientifique quand on fait une étude écologique.

Vous avez par exemple des phénomènes très connus qui sont les phénomènes cycliques (les saisons), phénomènes qui s'accompagnent d'un certain nombre de réactions au niveau des organismes, que l'on peut facilement examiner. Les animaux n'ont pas du tout le même comportement en été et en hiver... Le problème des cycles, c'est un phénomène qu'il faut étudier.

Si vous observez un verger en hiver, et si vous calculez la production de ce verger au mois de décembre, vous allez trouver zéro. Même chose au printemps, il y aura seulement des fleurs. Si vous l'étudiez en automne, vous allez trouver une production fantastique. Donc, au moment où vous allez étudier ce qu'on appelle l'éco-système, c'est-à-dire l'ensemble écologi-

que en question, vous allez trouver des résultats très différents si vous ne tenez pas compte de ces problèmes de cycles.

LES CHAINES ALIMENTAIRES

Il y a le problème des chaînes alimentaires. L'exemple le plus simple est celui de l'eau, de la pluie qui tombe sur un champ, qui fait pousser de l'herbe, l'herbe est mangée par une vache, la vache donne du lait, qui nourrit par exemple un enfant... C'est un exemple de chaîne alimentaire.

Quand vous modifiez le réseau d'irrigation d'un champ, en modifiant la structure des talus, vous modifiez la composition du pâturage ; vous pouvez rendre la terre plus ou moins stérile, donc affaiblir le rendement en lait de la vache, ce qui a un impact donc au niveau humain. C'est pour dire que ces chaînes alimentaires, qui s'imbriquent les unes dans les autres ressemblent à une pelotte de ficelle complètement emmêlée, quand vous tirez un bout de la ficelle, vous ne savez pas très bien quel va être l'effet de votre action.

BALBUTIEMENTS

On travaille en milieu marin, et ce milieu marin, ça fait à peine dix ans qu'on commence à s'y intéresser. Il a la réputation d'être assez difficile, assez impénétrable. Aussi, toutes les difficultés propres à l'écologie en général sont-elles multipliées, du fait surtout qu'on ne le connaît que depuis une dizaine d'années. Pour donner une idée de l'état des connaissances du milieu marin, on ne sait pas actuellement si certains animaux mangent de l'herbe ou de la viande. C'est comme si, actuellement, on commençait à faire l'étude de l'écologie terrestre, et si on se demandait si la vache est carnivore ou herbivore. On en est à peu près là.

ON PEUT DECRIRE, PAS PLUS

Alors, quand on nous demande de faire une étude d'impact écologique d'une centrale nucléaire, on est très clair. On dit qu'on peut faire une étude, très descriptive, de la situation actuelle au temps zéro, du milieu naturel. On peut essayer de décrire ce milieu. Mais on est absolument incapables de prévoir ce qui va se produire. Dans l'état actuel des connaissances, c'est impossible.

LA PHYSIQUE, A CONDITION DE CONNAITRE LE MILIEU

Il y aurait peut-être certaines spécialités qui permettraient de le faire, c'est essentiellement la physique. Pour faire une simulation des courants au large de Plogoff, il faut connaître suffisamment certains paramètres, certains facteurs du milieu de Plogoff, pour pouvoir les introduire dans un calcul mathématique afin d'en déduire ce qui va se passer. Or, cela, l'exemple le plus récent des dossiers faits par EDF montre que même dans le cas où on peut introduire des paramètres dans un modèle mathématique et déduire où vont aller les courants, comment la tache d'eau va se disperser, l'EDF s'est plantée parce qu'on ne connaît pas bien le milieu.



LE PROBLEME DE LA TACHE THERMIQUE

Pour le site de Plogoff, l'EDF a fait ses calculs en considérant que la masse d'eau qui était devant Plogoff était absolument homogène. Homogène, cela veut dire complètement mélangée, qu'il n'y a qu'une seule sortie d'eau.

Partant de cela, ils sont arrivés à certains résultats. Des chercheurs du CNEXO et de l'université ont démontré que l'hypothèse de base était complètement fautive et que la masse d'eau n'est pas du tout homogène, mais comme on dit « stratifiée ». Il y a de l'eau chaude en surface à certains endroits de l'année, et ensuite, de l'eau plus froide. Le modèle mathématique utilisé par EDF est donc complètement faux. Maintenant, il faut recommencer tous les calculs, connaissant un peu mieux le milieu. Pour un domaine comme la physique, qui est un domaine plus rationnel que la biologie, on en est encore à l'étape balbutiante.

LES DIFFERENTS ETAPES

Comment se font les études écologiques de l'impact thermique d'une centrale nucléaire ? Il y a plusieurs étapes. D'abord, ce qu'EDF a appelé les études d'avant-projet. Ces études sont simplement faites en lisant ce que les scientifiques qui ont travaillé, au cours des années, par hasard, sur certaines sections, ont écrit dans des livres scientifiques. C'est ce qu'on appelle une étude bibliographique. Les gens chargés de cette étude font une synthèse de tout ce qui a été écrit. Or, petit problème, l'océanographie est très récente et les côtes de Bretagne ont attiré assez peu l'intérêt des scientifiques. Ce qui fait qu'il y a de énormes lacunes dans ce domaine, et que les études bibliographiques sont vraiment très succinctes.

Ensuite, sous la pression des scientifiques et sous la pression syndicale, ces études d'avant-projet archi-succinctes ont parfois été complétées par des études de quatre à cinq mois qui ont permis de préciser certains points.

Après cette étude, on choisit un site et on commence alors une étude de deux ans, qui s'appelle étude de projet concernant tout le milieu marin renouvelé au cours de deux cycles,

puisque là, nous avons deux ans d'observation. Après l'étude de projet, il est prévu un suivi, c'est-à-dire que jusqu'à ce que la centrale soit construite, on continue à acquérir des connaissances sur le milieu. Ensuite, on fait des études de surveillance.

DE LA THEORIE A LA PRATIQUE

Ça c'est la théorie. La pratique, c'est que les cinq sites bretons qui avaient été sélectionnés au départ l'avaient été sans préoccupation d'écologie. Simplement, il avait été noté qu'il y avait des caps, des endroits où la réputation des courants était très forte, et on a sélectionné ainsi cinq sites. Des sites à partir desquels il a été fait des études d'avant-projet de trois mois, à caractère essentiellement bibliographique. C'est à la suite de ces études d'avant-projet que Ploumoguer et Plogoff ont été retenus. En trois mois, il n'a été évidemment pas possible de tenir compte d'un cycle complet. Après un congrès très officiel organisé par EDF, au cours duquel devait être fait un choix de sites, des scientifiques impliqués dans les programmes ont demandé que soient effectuées des études complémentaires, au moment printanier par exemple, qui est un moment essentiel dans la production écologique. Ils ont obtenu gain de cause, et quelques mois d'études sur certains problèmes particuliers. N'empêche qu'à l'époque, le site de Ploumoguer et de Plogoff était déjà choisi. Inutile de dire que les études lourdes, les études de projet sur deux ans qui sont commencées sur Plogoff sont en train de se faire, mais l'enquête d'utilité publique, elle, est déjà dans les mairies. Quant à l'étude suivie qui devrait se faire après ces deux ans, pendant la construction de la centrale, on sait déjà qu'elle n'aura lieu que deux ans avant la fin de la construction de la centrale, c'est-à-dire qu'il y aura un très gros trou entre le moment où les études de projet seront terminées et le moment où on recommencera les études. Or, vu le peu de connaissances qu'on a actuellement en écologie marine, une observation continue est absolument indispensable. Quant à la surveillance après la mise en route de la centrale, on est dans le flou complet, on ne

sait pas du tout, ou très peu, de quoi il s'agit.

Il faut souligner tout de suite que les gens qui ont fait ces études ont fait ce qu'ils ont pu dans le cadre des budgets attribués par l'EDF. Le problème, c'est l'utilisation qui a été faite de ces études. Elles ont permis d'accumuler un très grand nombre de données, de connaissances qui seront très utiles par la suite.

Ces études sont intéressantes, mais à condition qu'on les prenne uniquement pour ce qu'elles sont. Le danger, et la malhonnêteté d'ailleurs, commencent au moment où on fait dire aux scientifiques ce qu'ils ne savent pas. Et l'EDF, qui a payé cher ces études (toutes les études en milieu marin sont très chères), avait pour but d'obtenir la caution d'organismes scientifiques, pour justifier des décisions politiques, des décisions qui n'ont rien à voir avec la science.

« EN TOUTE INDEPENDANCE » ?

Qu'est-ce qui s'est passé ? Vu de l'extérieur, c'est très simple. EDF a confié des études écologiques à des organismes scientifiques comme le CNEXO, l'ISTPM, les universités. Et ces organismes scientifiques ont rendu des conclusions, « en toute indépendance ». Mais la réalité n'est pas du tout celle-là. Premièrement, les organismes scientifiques qui ont fait ces études ne sont pas totalement indépendants d'EDF. Pourquoi ?

Premièrement, l'EDF paie ces études, c'est un contrat de commerce qui lie les organismes scientifiques à EDF. Et de plus, dans un certain nombre de laboratoires, qui manquent tous d'argent pour faire des recherches, l'argent d'EDF est arrivé à point pour les faire tourner. Vous voyez tout de suite la dépendance que cela peut créer dans un laboratoire, quand on a embauché des gens et qu'il n'y a du travail que pour les études EDF. Les responsables de laboratoires sont un peu paralysés dans ces cas-là, ça les rend dépendants. Il faut ajouter que cette dépendance est d'autant plus grande que presque tous les scientifiques et les techniciens qui ont travaillé sur ces études sont des hors-statut. Ce ne sont pas des fonctionnaires. Et le jour où il n'y aura plus de travail, ils seront mis à la porte.

Escalade contre le droit de grève !

La grève des mécaniciens de l'aviation civile déclarée illicite par le tribunal de Créteil

Lors d'un jugement en référé demandé par les compagnies de l'aviation civile, le tribunal de Créteil (Val-de-Marne) a déclaré « illicite » le préavis de grève déposé par les officiers mécaniciens et leur syndicat (le SNOMAC). L'objet de la grève était l'autorisation accordée par le ministre des Transports à la compagnie Euralair de faire piloter ses nouveaux Boeing 737 par un équipage de deux hommes au lieu de 3 (deux pilotes et

un mécanicien) jusqu'à présent. Cela constituerait un précédent sur lequel les autres compagnies telles que Air-France (qui l'avait déjà tenté) ne manqueraient pas de s'appuyer pour l'appliquer à leur tour. Le motif de la décision du tribunal est des plus inquiétants : il indique en effet que Air-France, Air-Inter et UTA seraient « étrangères en droit et en fait » à cette situation et « ne peuvent être tenues pour responsables d'une décision

prise par l'autorité de tutelle des transports aériens ».

Autrement dit, ce ne serait plus aux travailleurs de décider des motifs de leur grève mais finalement aux patrons ! En particulier, ils n'auraient plus droit de faire grève si leur propre entreprise n'était pas directement concernée... Autrement dit, Usinor licencie, les travailleurs d'autres entreprises de la sidérurgie ou d'ail-

leurs n'auraient pas le droit de faire grève !

C'est évidemment une tentative de limitation des plus graves au droit de grève, qui nécessite la riposte appropriée. Dans ce sens, on ne peut que soutenir sans réserve l'appel lancé aussitôt par Jean Brun, secrétaire général de la Fédération CGT des transports « à une riposte immédiate à cette atteinte aux droits élémentaires ».

La SNCF joue les locomotives de la hausse des prix, en plein accord avec le gouvernement !

SNCF tarif voyageurs :

- +9,4% à partir de lundi !
- +2,3% en 13 mois !

7,5 % en février 1979 ; 5,5 % en septembre 1979 ; et 9,4 % à partir de lundi prochain ! En matière de hausse des prix, la SNCF, en plein accord avec le gouvernement, joue les locomotives !

Cette dernière augmentation, déjà fort grave, ne touche pas pour l'instant le trafic banlieue parisienne. Mais elle concerne, les abonnements dont il est par ailleurs question d'accroître

les tarifs de près de 20 % sur l'année. Ainsi, et dans tous les cas, ce sont les travailleurs qui se trouvent directement frappés par ces hausses, et qui continuent à être de plus en plus ranconnés par un pouvoir entièrement au service des grands trusts de la finance et de l'industrie.

Est-il besoin en effet de rappeler que les salaires, dans le même temps, sont bien loin d'avoir connu une

telle augmentation ? (y compris d'ailleurs dans la SNCF : les salaires des cheminots se sont accrus dans la même période de 11,8 %).

C'est donc à une nouvelle amputation du pouvoir d'achat que se livre le pouvoir dont la politique anti-sociale et anti-populaire franchit ainsi un nouveau pas. Au moment où Barre et Monory « incitent » commerçants et industriels à « profiter avec modération de la libération

des prix », on voit à quelle modération cette hausse des tarifs SNCF encourage !

D'autre part, à ce train là, le gouvernement pourra-t-il longtemps prétendre qu'il s'agit des répercussions de la hausse des prix du pétrole ?

Il s'agit en fait d'un plan délibéré pour attaquer par tous les bouts le pouvoir d'achat, les salaires des travailleurs, et ainsi accroître les profits des monopoles.

Nouveau scandale électoral à la Réunion

Pour faire face aux luttes ouvrières et paysannes qui se déroulent actuellement en Martinique, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Dijoud, a décidé d'envoyer des renforts de gardes-mobiles à Fort de France.

Selon ce représentant du colonialisme français, il faut

« montrer aux Martiniquais que l'ordre public de la France sera respecté ». Pour exiger le départ des gardes-mobiles et le respect des libertés, en particulier du droit de grève ici compromis, une grande manifestation doit avoir lieu à Fort de France à l'appel d'organisa-

tions politiques et syndicales.

Par ailleurs, dans une autre colonie française, la Réunion cette fois, c'est une affaire énorme de fraude électorale et de corruption qui est révélée. C'est au cours d'une conférence de presse que Paul Vergés, dirigeant du PC réunionnais, leva le silence sur cette affaire, pourtant vieille de plu-

sieurs années (mars 1976). Il faut dire que le gouvernement français et la justice font tout pour faire traîner les choses en longueur et éviter ainsi le scandale.

Qu'on en juge : en 1976, l'ancien préfet de l'île et le sénateur UDF, Louis Virapoullé, ont acheté les suffrages de nombreux Réunionnais, ce qui permit au sénateur d'être élu, avec à peine une centaine de voix d'avance sur Paul Vergés. Le moyen ? l'envoi 3 jours avant les élections d'une lettre express du préfet avec un chèque de 200 à 500 F, adressé à des chômeurs, avec l'assurance de leur procurer un emploi s'ils vont pour Virapoullé.

Le dossier, bourré de preuves, a été envoyé à la justice. Malheureusement, les choses traînent en longueur depuis, et les poursuites ne sont toujours pas engagées. Manifestement, certains ont peur de se mouiller...

Aujourd'hui, l'avocat de Paul Vergés a adressé une véritable sommation à l'encontre du procureur de Saint-Denis de la Réunion pour l'obliger à s'occuper de l'affaire, en engageant une procédure de prise à partie.

Le scandale éclatera-t-il enfin ?

Claude LIRIA

Tanio : 11 morts, 30 km de côtes polluées

Le préfet ne s'inquiète pas

Mardi, l'amiral Georgelin, président de la commission d'enquête et le commandant Nedelec son assesseur ont été fraîchement accueillis par la population. Ces commissaires enquêteurs viennent présider les quatre derniers jours de l'enquête dans les camionnettes mairies-annexes : « Il faut que vous sachiez que nous sommes totalement neutres ; absolument libres et indépendants dans cette enquête » crie l'amiral à la population. « Vingt huit ans dans la royale ; conduite exemplaire ; devenu révolutionnaire à cause de EDF, et de ces messieurs (montrant les gendarmes), Ferdinand vous salue amiral ». De nouveaux affrontements ont eu lieu au moment du départ des gendarmes vers 17 h. Le matin le bulldozer de l'armée avait dû dégager les barricades dressées par la population. A Paris 50 avocats, dont sept du barreau de Nantes se sont rendus le même jour au ministère de la Justice pour protester contre la suspension de dix jours infligée à M. Yann Choucq, lors de l'audience de flagrant délit

au cours de laquelle comparaissent des habitants de Plogoff. M. Bouaziz du syndicat des avocats de France et M. Goult pour l'union des jeunes avocats ont été reçus par le directeur des affaires civiles auquel ils ont demandé l'abolition de l'article 25 de la loi de 1971 réformant la profession d'avocat.

Les barreaux de Quimper et de Nantes ont reçu le soutien des avocats parisiens. Les avocats poitevin, en signe de solidarité avec M. Choucq ne plaideront plus jusqu'au 17 mars. Le conseil de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Bordeaux a demandé l'abrogation de l'article 25 et la section de Strasbourg du syndicat de la Magistrature a affirmé sa solidarité avec les avocats qui font la grève d'audience. A 3 jours de la fin de l'enquête bidon la solidarité avec les habitants de Plogoff ne se dément pas, ceux-ci sont bien déterminés à crier jusqu'au bout leur refus de la centrale.

L.C.

Barre joue avec notre santé

Les médecins ont décidé de passer outre au blocage des honoraires décidé en juillet dernier par le gouvernement « jusqu'à la signature d'une nouvelle convention ». Ce blocage constituait en fait un moyen de pression pour imposer une convention par laquelle le pouvoir vise à mettre en place une médecine à plusieurs vitesses (médecine pour riches, médecine pour pauvres), c'est-à-dire en fait porter un nouveau coup au droit à la santé des travailleurs.

La CSMF (Confédération des Syndicats Médicaux Français) a donc refusé ce chantage, réaffirmant son refus du projet de médecine à deux secteurs. Le gouvernement devra donc prendre ses responsabilités et donc assumer

entièrement celle de mettre en œuvre un tel projet.

Ceci étant, l'augmentation décidée par les médecins (la consultation d'un généraliste passe de 40 F à 45 F, applicable à partir de lundi prochain ; celle d'un spécialiste de 60 F à 68 F) va peser entièrement sur les assurés puisque les caisses continueront à rembourser sur la base des tarifs légaux, la menace contre le droit à la santé que représente le projet gouvernemental n'étant par ailleurs pas écartée pour autant.

Et dans l'affaire, les travailleurs - les premiers concernés - qui n'ont jusqu'ici pas eu droit à la parole, devraient sans aucun doute faire entendre leurs voix s'ils veulent préserver leurs droits.

Nouvelle arrestation en URSS

Une femme, membre du groupe moscovite de surveillance de l'application des accords d'Helsinki, a été arrêtée. Amie de Sakharov, elle avait déjà été inculpée pour « diffusion de calomnies antisoviétiques ». Elle risque 3 ans de prison.

Malva Landa s'occupait du sort des détenus politiques. Elle recueillait leurs témoignages écrits qui paraissaient ensuite en Samizdat (revue clandestine).

Son arrestation serait motivée par le fait qu'elle ait communiqué des informations concernant des procès survenus après l'exil de Sakharov. Selon une autre dissidente en exil, depuis le premier novembre, il y a eu plus d'une centaine d'arrestations en URSS.

Il semble que l'exil de Sakharov ait donné le feu vert pour une épuration massive dans les milieux dissidents.

Après le départ de la Commission de l'ONU

Le président iranien déplore l'attitude des étudiants islamiques

L'andis que la commission d'enquête de l'ONU a quitté Téhéran sans avoir pu rencontrer les otages détenus par les étudiants islamiques, le président iranien, Bani Sadr, a exprimé sa déception, dans un interview au journal *Le Monde*.

Parlant des étudiants, il dit : « Ils sont animés de la haine de la politique américaine que les États-Unis ont eux-mêmes engendrée dans notre pays. Malheureusement, ils se laissent parfois influencer par certains groupements politi-

ques favorables à l'URSS comme le parti communiste Toudeh, qui ont intérêt à isoler l'Iran sur la scène internationale afin de l'empêcher de résister à la poussée soviétique en Afghanistan ».

A propos de la commission d'enquête de l'ONU Bani Sadr déclare : « Elle est parfaitement honorable à nos yeux puisque nous en avons approuvé la composition. Tous ses membres sont des anti-imperialistes. Les recuser est une manière de nous couper de l'opi-

tion mondiale, notamment du tiers-monde. »

Parlant ainsi du dossier que devait constituer la commission d'enquête sur les crimes du shah, il dit : « Le rapport que devait rédiger la commission est pour nous d'une importance capitale. Un réquisitoire dressé contre une superpuissance est en soi un tournant dans l'histoire de l'humanité, le début d'une nouvelle ère pour tous les opprimés de la planète. Malheureusement, les étudiants islamiques n'ont pas compris cela. »

Homécourt (Meurthe et Moselle)

En lutte depuis le 3 janvier pour leur emploi

Les travailleurs repoussent les flics

Depuis le début de cette année, le 3 janvier exactement, une entreprise de près de 400 travailleurs et travailleuses est occupée en Lorraine. L'objectif de cette occupation : s'opposer à la fermeture de l'usine décidée par le patron. Il s'agit de la SOLPA (Société Lorraine de Produit Alimentaire, viande congelée) à Homécourt (Meurthe-et-Moselle). Ancienne filiale d'Hertha (groupe agro-alimentaire allemand), la SOLPA avait été reprise en location-gérance, suite à des difficultés, par la Société Lorraine de Charcuterie (SOLOC) le 1er juillet 1979. Six mois après, presque jour pour jour, début janvier, cette année, c'était la mise en règlement judiciaire. Aussitôt, ce fut l'occupation décidée par les travailleurs avec leur section syndicale CGT. En ce début de semaine, ils ont repoussé victorieusement les flics.

A cette forme de lutte, l'occupation, les grévistes avaient entrepris d'y ajouter depuis le début une initiative qui rend plus efficace et plus solide leur mouvement face au patron : ils ont décidé de se constituer un «trésor de guerre» qui n'est autre qu'un très important stock de viande congelée. Il s'agit bien évidemment d'une monnaie d'échange pour obtenir le redémarrage de l'entreprise et par voie de conséquence le maintien des emplois actuels. Et pas autre

chose. La direction, par contre veut évidemment récupérer les stocks d'une valeur de 1 350 000 F environ en vue dit-elle de le vendre. Il s'agit, explique-t-elle en substance, de pouvoir le vendre seul moyen selon elle d'assurer le paiement du second mois de préavis aux travailleurs licenciés. Il s'agit évidemment d'un chantage destiné à enlever tout moyen de pression aux grévistes qui rappelons le encore une fois, veulent le maintien de leur emploi et

se situent donc sur un tout autre terrain.

Face à la détermination des grévistes, la direction n'a pas tardé à employer la force : elle vient d'envoyer en début de semaine les flics contre les travailleurs, avec l'objectif évidemment de pouvoir, une fois leur évacuation obtenue, récupérer le «trésor de guerre».

Les grévistes, conscients de l'importance comme moyen de pression de conserver les stocks : ont mis en branle les moyens nécessaires pour cela : quand les flics sont arrivés, devant l'usine, ils ont trouvé des tas de charbon déversés sur la route menant à l'usine, pour gêner leur progression ainsi que — dans le même but — des camions qui barraient cette fois l'entrée de la ville d'Homécourt. Troisième initiative mis en place par les travailleurs de la SOLPA : à l'arrivée des flics envoyés

par la direction, ils ouvraient les vannes d'ammoniac de l'entreprise. Résultat : l'atmosphère était rapidement irrespirable et les forces de l'ordre, devaient repartir comme elles étaient arrivées, les mains vides... des stocks bien sûr. Depuis mardi, le mouvement d'occupation, après l'intervention s'est encore renforcé pour conserver le trésor de guerre.

La détermination des grévistes est d'autant plus grande que leur région — la vallée de l'Orne — en Lorraine, comprend essentiellement comme industries la sidérurgie et les mines de fer qui comme chacun sait, n'embauchent pas particulièrement. Dans la ville voisine de Moutiers, la mine du même nom risque d'ailleurs de fermer à la fin de l'année.

Richard FEUILLET

Pitres : reprise du travail aux Aciéries de Pompey

Les 600 ouvriers des aciéries de Pompey à Pitres (Eure) qui étaient en lutte depuis le 28 janvier dernier, ont repris le travail en début de semaine.

A l'origine de ce mouvement de grève total et fort long (contre lequel il y a quelques jours, la direction envoyait ses flics récupérer les stocks) plusieurs revendications que nous rappelons ici brièvement :

— La suppression du caractère anti-grève de la prime de fin d'année d'un

montant de 3 500 F : aux aciéries de Pitres, qui travaillent essentiellement pour Framatome (acières spéciaux pour les tubes de refroidissement de centrales nucléaires) chaque travailleur, depuis 1949, en effet, se voyait supprimé 10 % de cette somme, 10 jours de grève dans l'année et c'était une somme égale à parfois un mois et demi de salaire qui sautait !

Les grévistes exigeaient en outre un salaire minimum de 3 000 F net, 5 % d'augmentation, l'embauche définitive des travailleurs sous

contrat (au nombre d'une centaine).

Au total qu'obtiennent les grévistes ?

1 - 4,5 % d'augmentation (3,5 % au 1er février, 1 % au 1er avril).

2 - Le salaire minimum est porté dans l'entreprise à 2 650 F bruts (avec les 1 % du 1er avril) au lieu des 2 200 F bruts environ en vigueur jusqu'ici. 120 travailleurs qui étaient en-dessous de cette somme voient donc leur salaire brut porté à ce niveau, ce qui fait 400 F pour certains. A noter que beaucoup d'employés de bureau aux salaires très bas, bénéficient de cette augmentation, les syndicats ayant demandé à juste titre avec les ouvriers que le salaire minimum profite à tous. On se souvient d'ailleurs que nombre des employées ont participé à ce mouvement dans un premier temps, une partie d'entre eux, ne reprenant le travail qu'à cause de pressions et intimidations très fortes de toute sorte.

3 - Le caractère anti-grève de la prime de fin d'année le point le plus fondamental à côté des autres revendications même très importantes n'a pas par contre été supprimé. La direction de l'usine de Pitres a uniquement accepté de ne pas supprimer 100 % de la prime, ce qui aurait dû être «logiquement» le cas selon le système en vigueur (plus de 10 jours de grève) mais seulement 20 %. Bien sûr c'est évidemment un recul qui a été imposé par le mouvement qui vient de se terminer, mais qui laisse intact pour l'avenir l'essentiel : le caractère anti-grève de la prime.

Les sanctions pour faire de grève sont par contre annulés : rappelons que la direction des Aciéries de Pompey menaçait de licencier plusieurs délégués syndicaux tant CGT que CFDT, et avait d'ores et déjà prononcé des mesures de licenciements effectifs contre des ouvriers grévistes.

R.F.

Les éboueurs de Nîmes en grève

Depuis lundi 10 mars, à l'appel de leur syndicat, les éboueurs de Nîmes sont en grève suivant ceux de Montpellier qui ont débuté jeudi 6 mars. Les 120 travailleurs syndiqués à 97 % à la CGT suivent massivement la grève. Les principales revendications sont : retraite à 55 ans, amélioration de la grille d'ancienneté, amélioration des conditions de travail, hygiène et sécurité, retour au 35 heures. Aujourd'hui, les travailleurs occupent les locaux, en assurant la sécurité ainsi que la tournée du service hospitalier. En assemblée générale, les grévistes décident des actions à mener, entre autres, organiser la solidarité et la popularisation autour de leurs justes revendications.

Le PDG de Nicolin a lâché à Montpellier où les éboueurs ont repris le travail ce matin (mercredi), l'essentiel de leurs revendications étant satisfait. Ceux de Nîmes doivent gagner. Si le conflit s'enlise et si les poubelles s'accroissent, c'est bien la faute du patron qui refuse de lâcher. Grève unie autour du syndicat, solidarité de la population et des collègues de Montpellier, les éboueurs de Nîmes ont tous les atouts pour gagner. Affaire à suivre...

Correspondant NIMES

Grève au Centre de tri de Paris-Brune

Pour la deuxième fois consécutive, l'équipe D du centre de tri est en grève à 85 %, principalement pour protester contre le contrôle de cadence individuelle. Une assemblée générale se déroule sur place.

A noter l'unité des syndicats CGT, CFDT et FO. Un problème : l'isolement de telles grèves qui pourtant éclatent dans différents centres, notamment à Dijon (on l'a vu) pour les conditions de travail et l'embauche.

AFI (Massy)

Les travailleurs ont fait céder le patron

Après plus de 50 jours de grève, le patron, par ailleurs, membre du PSU, a enfin accepté de négocier. Pour la première fois depuis le 21 janvier, le patron a reculé ; en effet, toutes ses manœuvres, provocations, constat d'huissier, passage en référé, ont échoué face à la détermination et au courage des travailleuses immigrées pour la plupart. Bien sûr, toutes les revendications, et en particulier la révision de la grille des salaires, n'ont pas été satisfaites, mais pour la première fois la direction a cédé. De plus, les grévistes reprennent le travail dans l'unité et avec la détermination de se faire respecter.

Correspondant MASSY

Dijon : 4 ouvrières d'un piquet de grève blessées par des agresseurs

A Videocolor (groupe Thomson CSF), à Genlis, près de Dijon, les ouvrières occupent leur entreprise depuis le 4 mars et sont en grève depuis le 28 février. Lundi matin, un huissier est venu faire appliquer une décision d'expulsion de 6 grévistes que le tribunal avait décidée. Dans le cours de cette expulsion, un groupe d'individus armés de pinces firent irruption et tentèrent de repousser l'ensemble du piquet de grève. Quatre ouvrières sont blessées, dont deux ont dû être hospitalisées.

Tentative de fichage dans les PTT en Seine-St-Denis

Le vendredi 7 mars (journée d'action dans la fonction publique à l'appel de la CGT), le Commissariat de Police du Raincy a demandé téléphoniquement au bureau de poste de cette localité de lui fournir le nom et l'adresse des personnes grévistes dans cet établissement.

Le syndicat CFDT-PTT-93 et l'Union Départementale CFDT s'indignent de telles pratiques et dénoncent cette nouvelle escalade dans la violation des droits fondamentaux des travailleurs et des individus.

Cette tentative ouverte de «fichage des grévistes» est en effet une mesure visant à remettre en cause le libre exercice du droit de grève inscrit dans la Constitution.

De telles procédures sont porteuses de graves atteintes potentielles aux libertés des personnes quand on les rapproche du projet du ministère de l'Intérieur de créer un *fichier informatisé* des nouvelles cartes nationales d'identité.

L'UD-CFDT-93 et le syndicat PTT-93 interviennent immédiatement auprès du préfet, de l'opinion publique et des travailleurs pour faire cesser ces pratiques et défendre les libertés individuelles et collectives.

COMMUNIQUE

Super-M, Monoprix-Montpellier 26 employés en référé

Alors que les employés de Super M et de Monoprix en sont à plus de trois semaines de grève, le patron tente des manœuvres de division et démoralisation. Il vient d'assigner 26 employés en référé pour «entrave à la liberté du travail et violation du droit de la propriété».

La riposte des travailleurs n'est certainement pas celle escomptée par le patron puisqu'en assemblée générale, ils ont décidé, très largement, de reconduire la grève. Plus que jamais, les grévistes de Super M et de Monoprix en appellent au soutien de tous !

Correspondant MONTPELLIER

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à «Aujourd'hui Presse»
Société Générale 200 208 66

Pour téléphoner au
Quotidien du Peuple

205-51-10

Un dirigeant cambodgien en Chine et en Corée du Nord

Sur invitation de la République populaire de Chine, Khieu Samphan, chef d'État du Kampuchea Démocratique, qui mène la résistance à l'occupant vietnamien, est arrivé à Pékin pour une visite officielle. Il se rendra ensuite en Corée.

Au cours d'une conférence de presse à Pékin, le dirigeant cambodgien a fait longuement état de la situation militaire, des combats mettant aux prises l'armée vietnamienne d'occupation et les résistants cambodgiens.

Khieu Samphan a aussi fait le parallèle entre l'invasion vietnamienne au Cambodge soutenue par Moscou et l'invasion militaire directe de l'URSS en Afghanistan. S'appuyant sur les résolutions adoptées majoritairement à l'ONU, Khieu Samphan a appelé les pays du monde à faire pression pour que ces résolutions soient effectivement appliquées, c'est-à-dire pour que le Vietnam retire ses troupes du Cambodge et que l'URSS retire les siennes d'Afghanistan.

Ajoutons que, dans un cas comme dans l'autre, les peuples occupés sont à la merci d'armées d'occupation recourant à des moyens

meurtriers et inhumains comme les gaz toxiques, le napalm, les armes chimiques. Dans un cas comme dans l'autre, les témoignages affluent sur les massacres de populations civiles accusées de soutenir les résistants. Dans un cas comme dans l'autre, des centaines de milliers de réfugiés s'enfuient vers les pays voisins pour échapper à la mort. Mais aussi, dans un cas comme dans l'autre, les peuples se battent pour leur indépendance nationale.

ET LA COREE ?

Après son séjour en Chine, le dirigeant cambodgien Khieu Samphan doit se rendre en Corée du Nord. Il y séjournera 3 jours en visite officielle. Cet accueil en République populaire démocratique de Corée est significatif de l'engagement de la Corée aux côtés des peuples en lutte pour leur indépendance, qu'elle soit menacée par l'une ou l'autre des superpuissances. La Corée du Nord avait déjà condamné l'intervention vietnamienne au Cambodge. Aujourd'hui en recevant Khieu Samphan, elle montre qu'elle continue de soutenir la résistance du peuple cambod-

gien contre l'envahisseur vietnamien.

L'organe central du PCF, *L'Humanité* qui a protesté à plusieurs reprises ces jours derniers contre la visite à Paris de représentants du gouvernement de M. Khieu Samphan, protestera-t-il avec autant de véhémence contre la présence de M. Khieu Samphan en Corée du Nord ? Accusera-t-il le dirigeant communiste coréen, Kim Il Sung, de « complicité avec des criminels » ? On peut se demander si les lecteurs de *L'Humanité* seront même avertis par leur journal de la visite du dirigeant cambodgien en Corée et des prises de position de ce pays contre l'invasion vietnamienne. Sinon c'est toute l'argumentation de la direction du PCF qui tombe à l'eau, argumentation selon laquelle il n'y a que les pays impérialistes ou les pro-impérialistes qui sont contre l'invasion vietnamienne au Cambodge ou soviétique en Afghanistan. Et la République populaire et démocratique de Corée, alors ?

Claude LIRIA

La Ligue vietnamienne des droits de l'homme dénonce les crimes de l'armée vietnamienne au Cambodge



Mort de la faim, dans un hamac, dans un camp de Thaïlande (Photo Samfoto, sept. 1979)

Dans un communiqué publié à Paris, la Ligue vietnamienne des droits de l'homme dénonce les crimes commis par l'armée vietnamienne au Cambodge.

Le communiqué souligne que « le gouvernement de Hanoï, depuis son agression au Cambodge en décembre 1978, a une politique systématique d'extermination raciale à l'encontre du peuple khmer, en vue de transformer ce pays en une colonie de peuplement. Cette guerre d'agression qui prend de plus en plus l'allure d'une guerre de génocide constitue à la fois un crime contre la paix et le plus grand crime contre l'humanité.

Les peuples du Cambodge et du Vietnam n'aspirent qu'à vivre dans la paix, l'indépendance et l'harmonie. La guerre perpétrée par les autorités d'Hanoï envers le peuple khmer va à l'encontre des aspirations profondes de paix et de bon voisinage des populations vietnamiennes.

C'est une véritable imposture que de prétendre apporter la liberté à un peuple voisin, alors que les autorités de Hanoï la confisquent à l'intérieur », conclut le communiqué de la Ligue vietnamienne des droits de l'homme.

A 70 kilomètres de Kaboul

Suite de la page 8

Après avoir quitté le commandant Hadji Kala, tu as traversé avec Thierry Campion, la ville de Kasa. Quelle était l'atmosphère dans la ville ?

La population nous a vu tout de suite pénétrer dans la ville, avec les moudjahidines. Là aussi, les gens ont pensé d'abord que nous étions des soviétiques faits prisonniers. Ils étaient très hostiles. Les gosses commençaient à prendre leurs lance-pierres, et visiblement, les gens voulaient nous lyncher. Les moudjahidines ont dû nous assurer une protection commando, et ils criaient à la foule qui s'approchait, que nous n'étions pas russes. Lorsque nous avons traversé la ville basse et le bazar, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre, et toute la population venait voir ces prisonniers soviétiques que nous étions supposés être.

C'est seulement lorsque nous sommes arrivés en haut de la ville, que les gens ont commencé à saisir les explications des moudjahidines, sur le fait que nous étions journalistes. A ce moment-là, l'hostilité s'est muée en sympathie, d'énormes cris : « Allah Akbar ! » ont retenti, en faveur des moudjahidines. Nous avons pu alors, aller examiner un des blindés de l'armée afghane, qui avait été détruit, un mois plus tôt, par les moudjahidines, et qui restait, stationné en haut de la ruelle principale du bazar. De nombreuses maisons du bazar avaient été détruites, brûlées par des bombes, la plupart de celles qui restaient debout, portaient des impacts de balles. Le bazar était toujours fermé, sauf

peut-être quelques rares boutiques, avec presque rien dedans, quelques légumes. Les petits commerçants vendant piles, quincaillerie, etc, avaient quasiment disparu. L'un d'entre eux nous montrait sa boutique, où il ne restait bientôt plus rien et il nous disait : « Dès que j'ai fini, je ferme et je m'en vais ». S'en aller, cela signifie soit rejoindre le flot des réfugiés au Pakistan, soit rejoindre les moudjahidines, sur place, pour combattre.

LE RETOUR

Dans quelles conditions avez-vous pu regagner Kaboul ?

Nous sommes repartis un soir, dans un des très rares véhicules, un camion réquisitionné à l'armée afghane. Des gens de Kasa étaient allés réquisitionner pour nous le peu d'essence qui restait, et qui vient du Pakistan. Nous avons donc fait la route du retour, de nuit, pour ne pas être repérés par les hélicoptères. Notre chauffeur était un déserteur de l'armée afghane, il portait le casque noir traditionnel des tankistes soviétiques.

Le lendemain matin, sur le point de rejoindre la route Jalalabad-Kaboul, à pied cette fois, avec le moudjahidine, sans armes, qui était chargé de nous accompagner, nous avons dû nous abriter derrière des rochers, car des tirs très, très nourris, et des explosions diverses, ont commencé à retentir. Cela a duré une heure. Nous ne pouvions voir ce qui se passait, car c'était de l'autre côté de la colline derrière laquelle nous nous abritions. Puis, nous avons aperçu sur la route, un convoi qui passait, précédé de blindés. Je pense que l'explication probable de

tout cela est la suivante : la nuit, les rebelles qui prennent position à partir de 2 ou 3 heures du matin sur la route, la minent. Le matin, un convoi de l'armée afghane, avec ou non des soviétiques, essaie de déminer. Les rebelles, encore en position sur les collines avoisinantes, engagent alors le combat. Au bout d'une heure, les moudjahidines avaient certainement du décrocher mais, il ne nous a pas été possible d'aider constamment sur place.

Une fois sur la route, nous avons pu rejoindre Kaboul en empruntant un taxi, moyennant une forte somme et les prières de notre chauffeur, qui avait très peur durant tout le trajet. 5 ou 6 kilomètres plus loin, nous sommes tombés sur un transport de troupes de l'armée afghane, avec un officier afghan, en position dans un virage. Les soldats, qui étaient repliés sur les bas-côtés, étaient visiblement très inquiets et questionnaient notre chauffeur pour savoir quelle était la situation d'où nous venions. Nous qui avions vu auparavant le déploiement des rebelles, nous comprenions une telle inquiétude, car si les rebelles étaient sur les collines voisines, il était évident que les soldats en contrebas, représentaient pour eux une cible idéale. A part cet épisode il y eut quelques autres contrôles, où nous dûmes expliquer que nous étions de simples touristes qui avaient eu peur des tirs, et qui remontaient sur Kaboul parce que, ma foi, ce n'était pas notre métier d'aller voir ce qui se passait ! Finalement, le retour — un peu précipité du fait que nos visas venaient à expiration — se fit sans encombre.

Demain : suite et fin de ce témoignage « Les semaines et les mois à venir vont apporter une réponse... »

Le tragique appel au secours des Hazaras, menacés d'extermination

C'est un véritable appel au secours que lancent les patriotes Hazaras, encerclés par 40 mille soldats soviétiques, dans leurs montagnes au centre de l'Afghanistan.

Selon ces résistants, les troupes soviétiques et afghanes pro-soviétiques ont entièrement encerclé la région : « Dans un mois, avec la fonte des neiges, les Soviétiques vont lancer de fortes attaques contre nous, accompagnées de raids aérien et de lâchers de parachutistes dans le but de conquérir notre région et de tuer nos frères. Nous nous préparons avec anxiété à cette tragédie et nous avons un besoin urgent de l'aide morale du monde entier. Les patriotes Hazaras,

peu connus car éloignés de la frontière pakistanaise, déclarent qu'ils sont 20 mille combattants et qu'ils peuvent en mobiliser des dizaines de milliers en cas d'attaque massive.

« Avant l'intervention soviétique, nous pouvions faire face à l'armée afghane avec nos armes artisanales. Nous avons pu libérer la quasi totalité de notre territoire à l'exception des centres des capitales provinciales de Bamyan et Chakcharan ; mais avec l'arrivée des troupes soviétiques, le combat va changer de dimension et nous risquons fort d'être écrasés.

« Manquant de moyens de communication, isolés dans nos montagnes,

nous n'avons pu vraiment contacter les autres centres de résistance ».

Les patriotes affirment qu'il y a eu des milliers et des milliers de morts à cause des bombardements sur les villages, depuis le coup d'Etat pro-soviétique d'avril 1978.

La situation est d'autant plus grave dans cette région que les 4 millions d'habitants qui y sont regroupés, sont encerclés par l'armée soviétique ; ils ne peuvent pas se réfugier au Pakistan. Ils sont isolés, affamés, sans médicaments. Ils risquent la mort, si on laisse faire le génocide !

C.L.

Contre les fermetures de classes

11 mars : à Aix en Provence, 5000 enseignants dans la rue

Le recteur d'académie, Durand («sortons Durand» scandaient les manifestants), s'active pour préparer la rentrée. 400 classes supprimées dans l'académie d'Aix-Marseille, suppressions de postes à Aix, Martigues, Port-de-Bouc, Marseille, suppressions de sections, regroupements d'élèves (primaire, second degré), bourrage de classes, à Salon, soit une charrette de 100 professeurs. Ça c'est le côté économies. De l'autre côté, c'est la répression con-

tre les professeurs qui relèvent la tête : au LEP Camille Jullian de Marseille, retenues sur salaire, baisse des notes administratives... Intervention des flics au lycée Vauvenargues d'Aix... Lock-out contre les grévistes de l'Institut pour étrangers d'Aix... Refus de recevoir des délégations : le 11 mars, le recteur Durand était ailleurs... Refus de négociations aux commissions paritaires.

nouvelle. On comprend d'autant moins l'étonnement de certains hauts responsables syndicaux qui demandent «un recteur digne du corps enseignant». Mais la bonne réponse vient : la grève de mardi a été suivie dans le Vaucluse et dans les Bouches-du-Rhône à plus de 80 %. La manifestation a réuni 5000 enseignants, parents, lycéens du rectorat à la sous-préfecture. Les 180 travailleurs de Cocq, entreprise d'Aix menacée de ferme-

ture, terminaient la manifestation et ont été largement soutenus. Ils marquaient par leur présence la solidarité ouvriers, étudiants, lycéens. Une coordination locale, intersyndicale (vallée de l'Huveaune) se mettait en place pour répondre du tac au tac. C'est ce rapport de force qui, en se développant, fera reculer les Durand, les Beulac et Cie. Rendez-vous est déjà pris pour le 20.

Correspondant AIX-EN PROVENCE

Lycée et LEP Louise Michel de Grenoble : contre l'arbitraire du Recteur

Nous avons publié dans le QdP du 7 mars un communiqué intersyndical des personnels de Louise Michel contre la baisse de 3 points de la note administrative de 11 enseignants. Ces 11 enseignants étaient accusés par le recteur d'occupation de locaux administratifs.

Le 11 décembre, ils avaient en effet pénétré dans le rectorat pour obtenir une audience. Les enseignants de Louise Michel sont déterminés à ne pas en rester là. Le recteur ayant menacé de baisser à nouveau les notes de 3 points si l'affaire était

ébruitée, ils ont convoqué... une conférence de presse. Celle-ci a lieu le 10 mars. Les enseignants ont expliqué leur colère face à un abus de pouvoir caractérisé du recteur, puisqu'il a fait pression sur la directrice pour que celle-ci diminue la note administrative qu'elle attribue elle-même aux enseignants de son établissement. Entre-temps, le recteur a écrit une lettre aux représentants syndicaux de Louise Michel en prétendant qu'il s'est contenté d'informer la directrice des faits et que celle-ci a pris elle-même la décision de baisser les notes. La directrice

conteste formellement la version du recteur, mais refuse de relever les notes tant qu'elle n'en aura pas reçu l'ordre. En attendant que les instances supérieures s'y retrouvent dans leurs responsabilités, les enseignants ont décidé de faire une délégation massive au rectorat le 12 mars, et une assemblée générale le 13 mars pour décider de la suite à cette action.

D'autre part, ils appellent l'ensemble des personnels d'établissements d'enseignement de Grenoble à les soutenir. Le recteur Tay, qui n'est en place que

depuis un an, tente d'instaurer des méthodes relevant de l'arbitraire le plus total. C'est ainsi que dans une circulaire datant de l'an dernier, il précise que pour l'établissement de la note administrative, il tiendra compte des appréciations et propositions des chefs d'établissements et inspecteurs d'académie, mais aussi des «renseignements dont il peut avoir eu personnellement connaissance». Mais, ces pratiques de Louise Michel n'ont eu comme effet que de réaliser l'unanimité des enseignants contre lui.

Correspondant GRENOBLE

Communiqué

Le SGEN-CFDT aux côtés des étudiants étrangers

«Par un décret et deux arrêtés interministériels en date du 31/12/79 le gouvernement a ajouté un volet universitaire à son action

contre les étrangers, en même temps que le ministre des Universités poursuit son offensive contre l'autonomie des établissements d'ensei-

gnement supérieur. Désormais, les candidats étrangers à une inscription dans une université française devront franchir un double barrage : celui des services culturels français de leur pays d'origine et celui d'une commission nationale présidée par le directeur du centre national des œuvres universitaires et scolaires et composée de douze (1) enseignants nommés par le ministre avant de voir, éventuellement, leur dossier transmis à l'université où ils souhaitent s'inscrire ou à une autre, selon le bon plaisir de la commission. Filtrages en tous genres, ultra-centralisation, et réduction massive de la politique d'accueil des étrangers : de la circulaire Bonnet-Stoléru, la route est droite. Expéditives aussi les

mesures concrètes : les textes sont parus au JO le 31 janvier, et sont applicables dès le 15 mars ; une circulaire du 29 février précise même que les étrangers préparant cette année l'examen spécial d'entrée à l'université sont, conformément aux textes du 31 décembre 1979, éjectés de cette préparation, mais pourront, exceptionnellement, s'inscrire hors délais au baccalauréat pour 1980 !

Le SGEN-CFDT, qui a bien évidemment déposé le 3 mars un recours devant le Conseil d'Etat contre ces textes, appelle ses sections à agir pour que ces mesures soient rapportées, à renforcer la lutte contre toutes les expulsions d'étudiants étrangers (comme à Angers, Rouen, Nantes, Lille, etc.). Il soutient toutes les initiatives locales ou nationales sur ce problème, notamment la manifestation qui aura lieu le 14 mars à Paris».

A Paris, le 10 mars 1980

CONTRE LES EXPULSIONS D'ETUDIANTS ETRANGERS, CONTRE LES LOIS RACISTES
MANIFESTATION NATIONALE A PARIS VENDREDI 14 MARS, 15 H, GARE DE L'EST

M.C.

Brest : les étudiants étrangers obtiennent leurs cartes de séjour

Après dix jours de grève à l'UBO (Université de Bretagne Occidentale) à Brest, les étudiants étrangers ont presque tous obtenu leur carte de séjour, à l'exception de quatre d'entre eux, qui n'ont pour l'instant qu'un récépissé. L'assemblée générale a donc suspendu la grève jusqu'au 14 mars, date à laquelle des délégations de toutes les universités participeront à la manifestation nationale, à Paris, contre le décret Imbert et les lois racistes. Par ailleurs, certains enseignants n'ayant pas hésité, au cours du mouvement, à adopter une

attitude particulièrement raciste en traitant des grévistes d'«illettrés» et de «sales bougnoules», les étudiants ont demandé à la présidence de l'université de les faire passer au conseil de discipline, et ont décidé d'une action en justice, menée avec la Ligue des Droits de l'Homme.

Quoi qu'il en soit, la mobilisation demeure à la faculté, d'autant plus que les événements de Plogoff, et la nouvelle marée noire du Tanio, ne laissent pas les étudiants de Brest indifférents.

Tanio : 11 morts, 30 kms de côtes polluées Le préfet ne s'inquiète pas



Le préfet survolant la côte polluée.

Le plan Polmar ? «Une simple mesure administrative» vous dira le préfet des Côtes-du-Nord. Les habitants de la côte du Granit Rose, entre Ploumana'ch et Tregastel, ont pris la pelle, le balai et le seau pour nettoyer les plages. A part ça, tout va très bien Madame la Marquise ! Trois ans après l'Amoco-Cadiz, on peut se demander quelles mesures ont été prises pour empêcher que ne se reproduisent de telles catastrophes. La télévision, la radio et les journaux nous annoncent des plages propres d'ici un mois en nous expliquant que tout ce qui arrive est le fruit de la fatalité.

«Cette fois ce sera plus dur», explique un spécialiste qui participe au nettoyage, le produit est épais et visqueux. C'est de la pâte. Regardez les pompes : les tuyaux finissent par s'engorger.»

Une affaire de gros sous. On a entendu de beaux discours sur l'environnement, depuis le «Torrey Canyon», l'«Olympic Bravery» et le «Bohlen», mais des mesures concrètes, on les attend toujours.»

Trois après l'Amoco-Cadiz, on en est toujours au même point. Il faut raler et pomper avec les tonnes à lisier qu'on réquisitionne chez les agriculteurs. A Tregastel (Grève Blanche, Coz-Pors, Presqu'île Renote), ces pompes ont du mal à avaler la boue noire. Ce qui pour le préfet n'est qu'une «mesure administrative», représente un contre-temps très gênant pour les agriculteurs du Tregor, réquisitionnés en pleine saison du chou-fleur. Ils ont dû quitter leur ferme pour travailler sur la plage. Le magma pompé est ensuite enfoui dans les fosses tendues de matière plastique.

C'est ce que déclarait un pêcheur du quartier de Brest au moment de l'Amoco-Cadiz. Or, depuis, il y a eu le Gino et maintenant le Tanio. Pourtant, le président nous avait promis la main sur le cœur qu'il n'y aurait plus de prochaine fois.

Malgré les paroles rassurantes du pouvoir à Lannion, on est inquiet : «S'il n'y a que ces moyens en action, on en a pour longtemps ! Et la grande marée d'équinoxe, c'est pour la semaine prochaine.»

On peut se demander quel moyen le gouvernement se donne pour lutter effectivement contre la marée noire. Il semble bien que tout soit permis aux banques et aux compagnies pétrolières qui laissent naviguer de véritables cerceaux flottants sans aucune condition de sécurité.

L'avant du navire repose toujours par 80 mètres de fond, avec 10 000 tonnes de pétrole dans ses entrailles, au nord de Batz, véritable épée de Damoclès pour les côtes bretonnes. Ici, risquent de se poser les mêmes problèmes que pour le Bohlen échoué en 1976 au nord-ouest de Sein. On a pu observer par hélicoptère que du pétrole continuait à sortir de la partie avant du Tanio et arrive par grosses flaque sur la côte. Le Gino coulé il y a dix mois au large d'Ouessant continue de laisser s'échapper sa cargaison de 10 000 tonnes.

L'explosion de la Betelgueuse, il y a un an, avait causé 50 morts. Pour abaisser leurs coûts de transports les compagnies n'hésitent pas à mettre en jeu la vie des marins et l'environnement. Le Tanio, vieux rafiot de 22 ans, venait de subir des réparations à la Spezia. Lors de la manœuvre d'accostage dans le port allemand de Wilhelmshaven, le Tanio avait heurté le fond de sa quille, en terme de métier, il avait talonné. C'était le 2 mars. Il faudra bien que l'enquête explique pourquoi le Tanio a pu se briser en deux. Cette nouvelle marée noire met à nu l'incurie des pouvoirs publics. Aucune solution de pompage ou de filtrage sur le lieu même de la marée noire n'a été retenue. Pourtant les projets existent ! En attendant les profits, des compagnies pétrolières se portent bien. Mais ne parlons pas de tout ça, la saison touristique approche !

UNE FOIS DE PLUS
«Une fois de plus, on n'a pas fait ce qu'il fallait pour empêcher la catastrophe.»

Léon CLADEL

A 70 KILOMETRES DE KABOUL

Suite du témoignage d'Alain MINGAM, reporter de l'agence Gamma

Le poignard traditionnel est parfois la seule arme des moudjahidines

Propos recueillis par Jean-Paul GAY

Comment s'est passé la rencontre avec le commandant Hadji Kala ?

Lorsque nous sommes arrivés à proximité de la maison du commandant Hadji Kala, comme Thierry et moi, nous avions gardé nos habits occidentaux, les moudjahidines qui nous ont vu arriver sur les pentes désertiques, ont pensé d'abord que nous étions des prisonniers soviétiques, et ont témoigné alors à notre égard d'une hostilité incroyable. Ainsi, lorsque nous sommes arrivés tout près de la maison du commandant, les hommes de sa garde rapprochée, nous ont menacé de leurs armes, et ont voulu désarmer les moudjahidines qui nous accompagnaient. Comme ils nous l'ont expliqué par la suite, croyant que nous étions Russes, ils estimaient, qu'en tant que gardiens du commandant, c'était à eux à priori que revenait l'honneur de nous tuer, et non pas aux moudjahidines avec lesquels nous étions. Sans doute, intervenait-il aussi, là-dedans, des rivalités de clans. Après quelques instants d'explications très pénibles, tout put finalement s'arranger.

AUCUN ARMEMENT SOPHISTIQUE

Le commandant qui nous a accueilli était un homme d'une soixantaine d'années, un véritable chef de tribu, un homme assez sec, et assez autoritaire. En nous invitant à boire le thé, il n'a pas arrêté de nous interpellier, en tant que représentants de la presse, pour souligner que l'aide occidentale, dont il était fait mention dans les journaux, ou à la radio* était ridicule, et qu'il leur fallait absolument des armes. Et



Armement hétéroclite, généralement léger : dans ce domaine comme dans les autres, le dénuement de ceux qui s'opposent à la présence soviétique est fortement marqué.

effectivement, les premiers kalachnikovs que nous ayons vu étaient ceux de la garde du commandant et des moudjahidines qui étaient à Kasa. Mais, ceux qui nous ont arrêté sur la route avaient un armement absolument ridicule, avec le fusil de chasse traditionnel, ou le vieux fusil datant de la guerre avec les Anglais. Il y avait seulement sur deux collines, deux mitrailleuses d'origine tchèque, visiblement récupérées à l'armée afghane. C'est tout. Mais, il n'y avait aucun armement sophistiqué, ni RBG (lance-roquette anti-chars) ni mitrailleuses 12/7. Certains n'avaient même pas de fusils, seulement le poignard traditionnel afghan, c'est tout.

Les kalachnikovs que nous avons vu à Kasa sont des prises

de guerre, que les moudjahidines portent avec une grande fierté, car c'est à leurs yeux une excellente arme et sa possession est un signe extérieur de courage, puisque de telles armes ont été récupérées à l'armée afghane ou éventuellement aux soviétiques. Parfois, ces armes leur ont été apportées par des militaires, qui ont déserté l'armée afghane.

Au cours de la discussion, le commandant a beaucoup insisté sur le fait qu'il ne voulait pas d'argent, mais des armes. Comme nous lui faisons remarquer que l'argent nous semblait nécessaire, ne serait-ce que pour aider la population sur le plan humanitaire, lui procurer de la nourriture, des médicaments, il répondait en substance : oui, bien sûr, c'est important, mais, ce n'est pas le plus important. Nous autres, afghans, nous avons l'habitude de la pauvreté, de la misère, ce qui est nouveau aujourd'hui ce n'est pas qu'on meure de faim, on mourait déjà de faim avant, ce qui est nouveau c'est la présence soviétique. Il nous faut — et il nous faut — pour en libérer le sol afghan. Durant tout l'entretien que nous avons eu, le commandant était très amer à l'égard des puissances occidentales.

« JE NE LEUR APPARTIENS PAS, ILS M'APPARTIENNENT »

Comment le commandant se situait-il par rapport aux divers mouvements afghans qui luttent contre la présence soviétique ?

Il faut d'abord noter qu'il semble y avoir sur le terrain, entre les différents mouvements, une meilleure entente qu'au mois d'avril 1979, date à laquelle j'étais

C'est à Kasa, ville d'une quinzaine de milliers d'habitants, à 70 kilomètres de Kaboul, qu'Alain Mingam a rencontré le commandant Mohammed Hadji Kala. L'entrevue avec celui-ci, actuellement responsable de cette région — qui échappe au contrôle du pouvoir central — était un objectif que s'étaient fixés Alain Mingam et Thierry Campion, en quittant Kaboul.

Contredisant une certaine propagande, les propos du commandant correspondent à ce qui peut être observé de visu : les moudjahidines, très liés à la population, issus d'elle, sont comme elle, très pauvres, tant dans le domaine de l'armement que dans les autres domaines. Les motivations où se mêlent le sentiment religieux et la volonté d'indépendance, sont cependant assez fortes pour inciter les « rebelles » à tenir.

meilleure coordination, au moins militaire, c'est sûr.

UNE REPUBLIQUE ISLAMIQUE ?

Quel avenir politique, les moudjahidines souhaitent-ils pour l'Afghanistan ?

C'est assez mal défini. Tous parlent d'une République islamique. Mais, il y a une différence essentielle avec l'Iran, où le chiisme, et donc l'organisation de son clergé, sont dominants. En Afghanistan, sauf dans le Hazarajah, la majorité est sunnite, il n'y a pas de leader charismatique comme Khomeiny. C'est peut-être d'ailleurs en partie pour ça qu'à l'heure actuelle, les difficultés sont énormes, au sein des différents mouvements, pour trouver un leader capable d'être un unificateur. En Afghanistan, il est fait référence à la religion parce que c'est une pratique courante mais, l'Islam est vécu très simplement, très directement, sans qu'il y ait, comme en Iran, cette autorité du mollah local. De même, alors qu'en Iran, la mosquée a été le seul lieu d'expression politique, le seul lieu où l'on se rassemble, ou l'on échange des idées, en Afghanistan, ce n'est pas du tout ça. Ici, elle est perçue comme un lieu qui peut abriter des bombardements et qui est aussi un peu l'auberge, un lieu d'hospitalité, tandis que le lieu où l'on se rassemble pour échanger des idées, c'est la maison du chef de tribu.

Ceci dit, le combat qu'ils mènent se veut avant tout religieux, contre les « incroyants », en même temps qu'il s'agit d'un combat nationaliste, parce que de tous temps, les Afghans ont témoigné à l'égard de leurs grands voisins, méfiance et hostilité. Lequel de ces deux sentiments est aujourd'hui le plus fort ? Je crois qu'ils se complètent parfaitement dans la tradition afghane. Pour ce qui est de savoir, même à Peshawar, ce que représente pour eux une République islamique, ce qu'ils veulent exactement, c'est difficile à dire. Je ne suis pas sûr qu'ils le sachent vraiment eux-mêmes. Ce qui leur semble le plus important aujourd'hui, c'est de bouler, hors de chez eux, l'armée soviétique. Ce n'est qu'après, certainement, que ces problèmes se poseront.

Entre les deux commandants, le ton était donc un peu différent mais il semble, malgré tout, qu'une des premières conséquences de l'intervention soviétique de fin décembre soit que, sur le terrain, commence à se faire sentir une union concrète qui auparavant, n'a jamais existé entre les différents mouvements. Est-ce que cette union va se concrétiser par une meilleure coordination entre les mouvements basés à Peshawar, sur des bases idéologiques et politiques clairement définies, c'est difficile à dire. Mais, en tout cas, le processus est en marche, qui devrait aboutir sur le terrain, à une

*Selon Alain Mingam, le seul moyen régulier pour les moudjahidines de la région de savoir ce qui se passe à l'extérieur, est l'écoute de Radio-Pakistan, et surtout de la BBC de Téhéran.

La vente de munitions...

« C'est dans la maison du sous commandant, à Kasa, que nous avons assisté à une vente de munitions, je dis bien une vente de munitions. Les moudjahidines, disposant d'un armement hétéroclite, et souvent démodé, venaient acheter des munitions. Un groupe de rebelles venait d'arriver de la ville de Dara, dans la province de Peshawar, au Pakistan, où on fabrique toutes les sortes d'armes, ils venaient d'arriver avec un sac rempli de balles. Les moudjahidines ont commencé alors à acheter cinq, dix, vingt, cinquante, cent balles, chacun selon ses moyens, pour remplacer les balles manquantes sur les cartouchières qu'ils portent sur la poitrine.

Que la distribution des munitions aux moudjahidines se fasse de cette manière, est tout de même assez révélateur de la situation qui est la leur actuellement, sur le plan de l'armement. C'est à dire qu'il n'y a pas grand-chose. Quand on parle d'aide massive qu'apporteraient certains pays, du moins nous, nous ne l'avons pas constatée. En tout cas, dans cette zone que nous avons visitée, l'armement reste dérisoire, tout à fait artisanal. Ils avaient, à Kasa, une seule mitrailleuse lourde que, bien sûr, ils se sont fait un plaisir de nous montrer, disons même avec un peu de la sur-enchère dont ils font preuve dans ces cas-là, pointant le canon vers le ciel, vers un ennemi invisible. Ils étaient ravis d'aller chercher le peu d'armes qu'ils avaient, pour nous le montrer, et surtout la seule arme importante. C'était assez étonnant. Je crois que ces informations sont très importantes ».